

f  
 t  
 G+  
 in  
 29 SHARES  
 [Print icon]  
 [Comment icon]

importantes.  
PHILIPPE WOJAZER

SUR LE MÊME SUJET

- Budget: "Les prévisions ne tiennent pas compte de l'issue du grand débat"
- Le déficit budgétaire se creuse à 36,9 milliards d'euros en février
- Gilets jaunes: les finances publiques sont-elles sacrifiées après le grand débat?

### Challenges - Emmanuel Macron devrait annoncer des baisses d'impôts importantes. Pourquoi pensez-vous qu'elles ne seront pas durables?

**François Ecalle** - Emmanuel Macron a déjà commencé à réduire les prélèvements. Selon le programme de stabilité transmis à Bruxelles, la baisse atteindrait 1,4 point de PIB entre 2018 et 2022 (dont 0,4 point en 2018). Si le président annonce une nouvelle baisse significative, elle risque de se traduire par une nouvelle hausse des prélèvements car il ne pourra pas réduire en même temps les dépenses publiques. Il n'est pas en situation politique favorable pour le faire. La crise des gilets jaunes a révélé des demandes de services publics et de prestations sociales. Je ne vois pas comment on pourrait s'attaquer aux dépenses dans ce contexte.

### Pourquoi ne pas laisser filer le déficit, avec des taux d'intérêt très bas?

Ce serait risqué. La France bénéficie de taux d'intérêt faibles car elle profite de la bonne santé financière de l'Allemagne, à qui les investisseurs l'assimilent. Mais la divergence croissante entre la France et l'Allemagne, sur la dette et le déficit, risque de provoquer une perte de confiance du côté des financiers, qui pourraient la faire payer par une flambée des taux, comme en Italie. Laisser filer le déficit est une solution très risquée.

### Vous publiez une étude inédite sur la France, montrant qu'à chaque fois qu'on a baissé les prélèvements obligatoires, on les a ensuite augmentés...

Avec les prélèvements obligatoires, nous jouons au yo-yo depuis trente ans. A plusieurs reprises, les gouvernements les ont baissés. Mais comme ils n'ont pas réduit les dépenses, ils ont à nouveau augmenté les prélèvements quelques années plus tard. Par exemple, au cours du second septennat Mitterrand, les gouvernements successifs avaient réduit les impôts, notamment les taux de TVA et l'impôt sur les sociétés. Mais la récession de 1993 a creusé le déficit, qu'il avait fallu impérativement ramener en dessous de 3% du PIB afin de qualifier la France pour l'euro en 1997. Pour cela, nous avons augmenté massivement les impôts (2,8 points de PIB entre 1993 et 1998). Car il est toujours plus facile d'accroître les impôts que de réduire les dépenses, qui ont une grande inertie.

BOURSE > LE 16/04 À 14H34  
 CAC 40 +0,12% 5515,26  
 RECHERCHER UNE VALEUR

NEWSLETTER CHALLENGES  
 Entrez votre E-mail  
 JE M'ABONNE

FAITES LE CHOIX D'UN ANALYSTE FINANCIER CERTIFIÉ CFA.  
 PLUS D'INFORMATIONS > CFA Society France

Sponsorisé  
  
 FAIRE, contre le froid  
 Proposé par Faire.fr

Politique  
La conférence de presse

f  
 t  
 G+  
 in  
 29 SHARES  
 [Print icon]  
 [Comment icon]

**Chaque fois qu'on a baissé les prélèvements obligatoires, on les a ensuite augmentés...**

Avec les prélèvements obligatoires, nous jouons au yo-yo depuis trente ans. A plusieurs reprises, les gouvernements les ont baissés. Mais comme ils n'ont pas réduit les dépenses, ils ont à nouveau augmenté les prélèvements quelques années plus tard. Par exemple, au cours du second septennat Mitterrand, les gouvernements successifs avaient réduit les impôts, notamment les taux de TVA et l'impôt sur les sociétés. Mais la récession de 1993 a creusé le déficit, qu'il avait fallu impérativement ramener en dessous de 3% du PIB afin de qualifier la France pour l'euro en 1997. Pour cela, nous avons augmenté massivement les impôts (2,8 points de PIB entre 1993 et 1998). Car il est toujours plus facile d'accroître les impôts que de réduire les dépenses, qui ont une grande inertie.

SPONSORISÉ  
**Mon homeo. Mon choix.**  
 L'homéopathie me soigne depuis des années. Je signe la pétition pour le maintien de son remboursement.  
 Sponsorisé par monhomeoanchoix.fr

**Sous le gouvernement de Lionel Jospin, les baisses de prélèvements avaient été aussi massives...**

Oui, au début des années 2000 est née une polémique sur la "cagnotte" budgétaire à cause de la forte amélioration des rentrées fiscales, liée à une embellie de la croissance. Ce qui avait poussé le gouvernement à baisser sensiblement les prélèvements, via une réduction du taux de TVA et des cotisations sociales, afin de compenser le coût des 35 heures. Résultat: en 2002, la France s'est trouvée en situation de "déficit excessif". Ce qui a entraîné des hausses d'impôts au cours des années 2003-2006 (pesant 0,7 point de PIB). A l'inverse, pendant cette période, l'Allemagne a opéré un redressement massif de ses finances publiques. Ensuite, au début de son mandat, Nicolas Sarkozy avait accordé des réductions fiscales importantes avec la loi TEPA, amplifiées par les baisses liées au plan de relance face à la récession de 2008. Au total, entre 2007 et 2009, les prélèvements avaient baissé de 2,1 points de PIB.

**Pourquoi cette baisse ne s'est-elle pas pérennisée?**

Car il a fallu réduire le déficit, une demande de l'Union Européenne et une exigence des marchés financiers, pendant la



**FAIRE, contre le froid**

Proposé par Faire.fr

**Politique**



La conférence de presse de Macron prévue mercredi est annulée

- Européennes: les partis suspendent leur campagne
- Wauquiez, Hollande, Sarkozy... L'émotion de la classe politique française
- Macron : "Nous rebâtirons Notre-Dame de Paris"
- Bern : "Notre Dame c'est comme un parent proche pour chaque Français"

TOUS LES ARTICLES POLITIQUE >

À LA UNE CETTE SEMAINE

Challenge<sup>s</sup>  
 Le avis de l'éminent  
**CES ITALIENS QUI FONT LA FRANCE**

f  
 t  
 G+  
 in  
 29 SHARES  
 [Print icon]  
 [Comment icon]

Sponsorisé par monhomeomchoix.fr

### Sous le gouvernement de Lionel Jospin, les baisses de prélèvements avaient été aussi massives...

Oui, au début des années 2000 est née une polémique sur la "cagnotte" budgétaire à cause de la forte amélioration des rentrées fiscales, liée à une embellie de la croissance. Ce qui avait poussé le gouvernement à baisser sensiblement les prélèvements, via une réduction du taux de TVA et des cotisations sociales, afin de compenser le coût des 35 heures. Résultat: en 2002, la France s'est trouvée en situation de "déficit excessif". Ce qui a entraîné des hausses d'impôts au cours des années 2003-2006 (pesant 0,7 point de PIB). A l'inverse, pendant cette période, l'Allemagne a opéré un redressement massif de ses finances publiques. Ensuite, au début de son mandat, Nicolas Sarkozy avait accordé des réductions fiscales importantes avec la loi TEPA, amplifiées par les baisses liées au plan de relance face à la récession de 2008. Au total, entre 2007 et 2009, les prélèvements avaient baissé de 2,1 points de PIB.

#### Pourquoi cette baisse ne s'est-elle pas pérennisée?

Car il a fallu réduire le déficit, une demande de l'Union Européenne et une exigence des marchés financiers, pendant la crise des dettes souveraines. Mais encore une fois, nous l'avions fait en augmentant les impôts et les cotisations sociales de façon massive, soit 3,8 points de PIB entre 2010 et 2014. Des hausses imputables à Nicolas Sarkozy et à François Hollande, qui avaient encore préféré accroître les impôts plutôt que de s'attaquer aux dépenses, dont la hausse a seulement été freinée. Et je ne pense pas qu'Emmanuel Macron puisse aujourd'hui agir différemment.

Propos recueillis par Thierry Fabre

IMPÔT FISCALITÉ

COMMENTER

- Wauquiez, Hollande, Sarkozy... L'émotion de la classe politique française
- Macron : "Nous rebâtitons Notre-Dame de Paris"
- Bern : "Notre Dame c'est comme un parent proche pour chaque Français"

TOUS LES ARTICLES POLITIQUE >

À LA UNE CETTE SEMAINE



ACHETER >

S'ABONNER >

**FAITES LE CHOIX D'UN ANALYSTE FINANCIER CERTIFIÉ CFA®.**

PLUS D'INFORMATIONS >